



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3027
7 août 2026
1,50 € • DOM : 2€



Le journal
d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Ceuta : la menace ne vient pas des immigrés mais de nos dirigeants

JORGE GUERRERO - AFP



Le 31 juillet, des jeunes Marocains repoussés vers la frontière avec le Maroc par les forces armées de Ceuta.

Incendies

**Des discours,
pas de moyens**

pages 3 et 5

Hausse des prix

**Les salaires
doivent suivre**

page 5

Moyen-Orient

**Une guerre
sans fin**

page 7

Leur société

- Ceuta : les mensonges des politiciens 3
- Les frontières, une arme pour les patrons 3
- Incendies : qui a été à la hauteur ? 3
- Medef : l'audition des candidats pour 2027 4
- CAC 40 : le ruissellement... vers le haut 4
- Rentrée scolaire : familles sacrifiées 4
- Pompiers : sous-équipement scandaleux 5
- Sinistrés : assurance au rabais 5
- Inflation : la valse des prix alimentaires 5

Dans le monde

- Espagne : les manoeuvres de l'extrême droite 6
- Ceuta et Melilla, héritages de la colonisation 6
- Maroc : les raisons du désespoir 6
- Moyen-Orient : accord ou pas, Israël bombarde 7
- États-Unis : très chers missiles 7
- Une guerre régionale 7
- Union européenne : unis dans le délire anti-immigrés 12
- FIFA : riffs autour des profits du foot 12

Il y a 90 ans

- Grèce - 4 août 1936 : le coup d'État de Metaxas 8

Dans les entreprises

- Centre Hospitalier de Calais : services en surchauffe 9
- Hôpitaux : le compte n'y est toujours pas 9
- AB Tasty - Paris 9e : après la fusion, un plan de licenciement 9
- Dans les bulletins Lutte ouvrière 9
- Haribo - Marseille : pas de ronds, pas de bonbons ! 10
- Verrerie Arc : un "sauveur" licencié 10
- La Poste - Poitiers : les profits contre les emplois 10
- Condé-sur-Noireau : amiante, un drame sans fin 11
- Sites Seveso : capitalisme = danger 11

Agenda

- Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 12

La menace ne vient pas des immigrés de Ceuta, mais de nos propres dirigeants !

L'arrivée de plusieurs dizaines de milliers de jeunes Marocains à Ceuta, enclave espagnole sur le continent africain, a immédiatement provoqué un déchaînement de mensonges. Non seulement la droite et l'extrême droite, mais aussi la plupart des gouvernants européens rejoints par Trump aux États-Unis, ont brandi la menace d'une « invasion » dont il faudrait se défendre.

Le fait qu'il y a eu une centaine de morts ne leur a pas tiré une larme. Pas plus le fait que les migrants sont restés dehors, avec les seuls vêtements qu'ils portaient pendant leur traversée, sans argent ni accès à un minimum d'hygiène, en butte aux violences des militaires et de certains habitants. « On croyait atteindre le paradis, et on s'est retrouvé en enfer », résumait l'un d'eux, avant de regagner le Maroc, comme l'a fait la très grande majorité.

Ces jeunes, parmi eux de nombreux adolescents de moins de 15 ans, ont voulu fuir la pauvreté, le chômage qui touche, au Maroc, près de la moitié de la jeunesse. Pouvoir travailler et réaliser ainsi leurs rêves était leur seul but, le même que tous les jeunes de leur âge dans le monde. La liberté de se déplacer et le droit de s'installer là où les travailleurs peuvent gagner leur vie devrait être un droit élémentaire. Que des jeunes soient obligés, pour cela, de risquer la mort est révoltant !

Le Premier ministre espagnol Sanchez a annoncé l'envoi de policiers, de militaires et de blindés, évoquant « une attaque, une violation de l'intégrité territoriale de l'Espagne ». Mais que dire de l'intégrité du territoire marocain, alors que les enclaves de Ceuta et Melilla constituent des vestiges du colonialisme espagnol !

Tous les dirigeants européens savaient très bien que ces milliers de jeunes ne pouvaient pas se rendre en Espagne ni dans l'Union européenne. En effet, Ceuta est soumis à un statut dérogatoire tel que l'accès au reste de l'Europe est aussi difficile qu'à partir du Maroc. Mais Macron a tout de même multiplié par cinq le nombre de policiers et de gendarmes à la frontière franco-espagnole.

La palme du cynisme revient à la Première ministre italienne d'extrême droite Meloni, qui a annoncé la suspension de la libre circulation de l'espace Schengen à l'Espagne, avec laquelle

l'Italie ne partage pourtant aucune frontière. La quasi-totalité des autres dirigeants de l'Union européenne lui ont emboîté le pas. Tous ont délibérément menti car ils sont d'accord pour faire comme si l'immigration était aujourd'hui le danger principal. C'est une diversion ignoble mais aussi dangereuse, utilisée par l'extrême droite, championne du repli sur soi, et par bien des politiciens.

Tous veulent faire croire aux travailleurs que les immigrés constitueraient une menace et que les frontières pourraient protéger du chômage et de la pauvreté. Mais le responsable du chômage, de la précarité et des bas salaires est d'abord le patronat, et le faire reculer dépend exclusivement des luttes que le monde du travail est capable de mener pour s'opposer à sa rapacité. Ceux qui répètent qu'on ne peut pas « accueillir toute la misère du monde » nous prêchent en réalité la résignation et veulent nous faire accepter, comme une fatalité qu'on ne pourrait pas changer l'état catastrophique des hôpitaux et de tous les services publics les plus vitaux...

Les véritables responsables de la misère, en France comme dans les autres pays, ce sont les actionnaires des géants du CAC 40 dont les profits ont augmenté de plus de 44 % au premier semestre 2026, pour atteindre à 74,93 milliards d'euros. Une minorité de richissimes bourgeois, 153 familles milliardaires, accapare les richesses produites par des millions de travailleurs. Une minorité de capitalistes et les gouvernants à leur service organisent l'exploitation de tous les peuples et le pillage des ressources des pays pauvres. Avec leurs rivalités et leurs guerres, des régions entières du monde sont détruites et rendues invivables.

C'est tout cela qu'on voudrait nous faire oublier avec l'épouvantail de l'immigration. Garantir à tous une vie à la hauteur des immenses possibilités que recèle la société ne sera possible qu'en renversant le capitalisme. Quelles que soient leur nationalité, leur origine et leur religion, les travailleurs doivent refuser les divisions pour pouvoir mener ce combat commun contre leurs exploiteurs.

Nathalie Arthaud



Le 31 juillet, à la frontière entre Ceuta et le Maroc.

JORGE GUERRERO AFP

Ceuta : les mensonges des politiciens

La situation à Ceuta a donné lieu à une instrumentalisation éhontée de la part des dirigeants de la droite et de l'extrême droite, à l'image de ce que font des gouvernants européens.

Le président du parti Les Républicains, Bruno Retailleau, a appelé à suspendre l'Espagne de l'espace Schengen. Emmanuel Macron et le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, eux, ont annoncé fièrement un renforcement des contrôles à la frontière avec l'Espagne. Tous savent pourtant très bien qu'aucun des jeunes Marocains entrés à Ceuta pour en être refoulés presque aussitôt par les autorités espagnoles, n'avait la moindre chance d'atteindre la péninsule espagnole et encore moins la France ou l'Italie.

Les politiciens le savent, mais lorsqu'il s'agit de faire diversion pour détourner les travailleurs de leurs véritables ennemis, tous les moyens sont bons, et la concurrence est rude. Bruno Retailleau et le Rassemblement national s'accordent pour dénoncer les régularisations décidées

par le gouvernement espagnol au printemps dernier, en prétendant que sans elles, les personnes tentant de venir en Europe ne le feraient pas. C'est évidemment un mensonge, car aussi bien en Europe qu'aux États-Unis par exemple, des millions de travailleurs sont déjà condamnés à vivre en situation irrégulière mais tentent tout de même de rester afin de subvenir aux besoins de leur famille ou de leur village. Peu importe également à ces démagogues que ces fameuses régularisations aient concerné essentiellement des travailleurs qui vivaient, travaillaient et payaient leurs impôts en Espagne depuis des années et qu'elles aient cessé à la fin du mois de juin.

Le Rassemblement national y va de sa surenchère en réclamant que la liberté de circulation dans l'espace Schengen soit réservée aux



seuls ressortissants européens, et ne bénéficie pas aux personnes disposant d'un titre de séjour. En réalité, les étrangers, même en situation régulière, n'ont déjà pas les mêmes droits que les ressortissants européens en la matière : il n'est par exemple pas possible de travailler en Allemagne simplement avec un titre de séjour délivré par l'État français, ou inversement.

Il n'y a en fin de compte pas une once de vérité dans cette propagande xénophobe, mais ce n'était de toute façon pas son problème.

Malik Rieux

Incendies : qui a été à la hauteur ?

Dans un entretien au journal *La Tribune* du 1^{er} août, le premier ministre, Sébastien Lecornu, a estimé sans rire que, face aux incendies, « la réponse a été à la hauteur ». Il n'y aurait donc quasiment rien à redire à l'action de son gouvernement.

Lecornu a tout de même été obligé de reconnaître des efforts à faire « dans la prévention, dans la planification de long cours en amont des crises ». Mais cela ne l'empêche pas de mettre en avant la prétendue importance des moyens alloués à la Sécurité civile, insistant sur le fait que son budget « qui atteint aujourd'hui près de 800 millions d'euros, a quasiment doublé depuis 2017. » Mais le problème est de savoir si ce doublement est « à la hauteur » des besoins quand on sait que, du fait du réchauffement climatique, les incendies sont de plus en plus fréquents et de plus en plus dévastateurs. Lecornu passe sous

silence le nombre insuffisant de Canadair ou de moyens pourtant réclamés depuis longtemps par les pompiers,

« Grâce à l'engagement exceptionnel de nos sapeurs-pompiers, des forces de sécurité, des militaires, des soignants, des élus, des agents de l'État et des collectivités, nous avons fait face », a-t-il déclaré dans le même interview. L'utilisation de ce « nous » suggère que c'est l'unité à laquelle Macron avait appelé fin juillet « pour gagner la bataille contre les incendies » qui aurait finalement permis de surmonter l'adversité. Il s'agit à la fois de faire taire les critiques sur la façon dont le

gouvernement et les autorités ont agi, et de s'attribuer en quelque sorte les mérites de ce qui a, en revanche, fonctionné. Car c'est bien l'engagement de la population qui a permis « de faire face » et de pallier les défaillances de l'État. « C'est formidable ce qu'ils font, [...] parce que nous, sur le terrain, on ne peut rien faire sans eux. [...] Il y aurait eu bien plus d'hectares de perdus sans leur mobilisation » ont déclaré des pompiers au plus fort de l'incendie en Gironde à propos des habitants venus leur prêter main-forte. S'ils étaient en première ligne et ont fait preuve d'un grand dévouement, ils ont eu en effet l'appui de dizaines de milliers de volontaires.

La solidarité s'est rapidement mise en place. Beaucoup de bénévoles ont organisé et coordonné l'alimentation en eau, en nourriture, l'évacuation ou

Les frontières, une arme pour les patrons

Le drame de Ceuta révèle une réalité révoltante : les frontières ne protègent pas les êtres humains, elles les trient.

Elles laissent passer l'argent, les marchandises, les capitaux, les riches et les puissants. En revanche, elles arrêtent, emprisonnent et parfois tuent celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre.

Si des hommes, des femmes et des jeunes risquent leur vie pour franchir une frontière, ce n'est pas par plaisir. Ils fuient la misère, le chômage, la guerre, l'absence d'avenir. En général, on ne quitte pas ses proches de gaieté de cœur, mais si on est riche, on peut circuler librement, acheter villas, riads et même des terres là où l'on souhaite, notamment au Maroc. Sous le capitalisme, le compte en banque décide du droit de vivre.

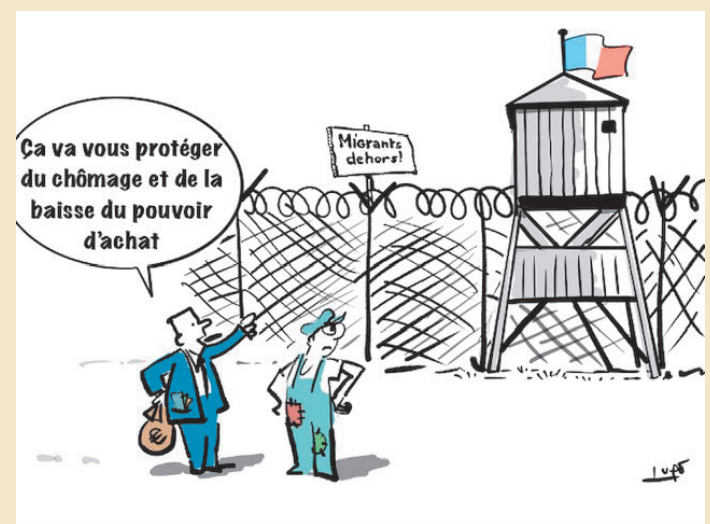
Les gouvernements, les patrons et leurs relais politiques voudraient faire croire qu'il n'y a pas assez de logements, de soins ou de travail pour

tout le monde. C'est un mensonge, qu'ils entretiennent pour diviser et essayer de cacher que la cause des maux subis par les travailleurs provient toujours de leurs propres capitalistes, de leurs propres gouvernements et non de « l'étranger ».

De Le Pen à Mélenchon, les politiciens de la bourgeoisie parlent de « réguler les flux » et de « protéger les frontières ». Mais en quoi cela pourrait-il protéger les populations, et les travailleurs ?

Qu'ils fassent quelques centaines ou plusieurs milliers de kilomètres pour trouver un travail ou fuir la misère, ils le font pour trouver une vie meilleure. Les réglementations, les frontières, les passeports et les expulsions sont des armes dans les mains du patronat. La liberté de circulation et d'installation devrait être un droit élémentaire.

Christian Chavaux



l'hébergement des sinistrés. De fait, face à une crise de ce genre, les travailleurs savent mettre rapidement en commun leurs compétences et les moyens dont ils disposent. Mais lorsque les Macron, Lecornu et consorts

saisissent l'occasion pour célébrer « l'unité » du pays et balayer les critiques qui les visent, ils ne manquent pas d'air ; cette mobilisation de la population, au contraire, met en relief leurs carences.

Aline Retesse

Medef: l'audition des candidats pour 2027

Le Medef tiendra sa traditionnelle université d'été sur le court central de Roland-Garros les 26 et 27 août. Chaque année, cet événement offre une occasion au gratin du grand patronat de se rencontrer, de discuter affaires.

Afin de donner un vernis culturel à certains débats, des sociologues et des historiens y sont conviés. Mais on comprend bien que lorsque le syndicat patronal parle de « remettre au centre une exigence simple : le courage » ou « d'assumer des efforts », son objectif n'est pas de rester dans la sphère de la philosophie abstraite. Il s'agit d'imposer de nouveaux « efforts » aux travailleurs, d'imposer de nouveaux reculs, de diminuer encore

et toujours les impôts sur les bénéfices.

Des responsables politiques et des ministres sont donc conviés à écouter, voire à discuter, les revendications du Medef. Ont bien sûr été invités l'actuel ministre de l'Économie, Roland Lescure, et l'un des ses prédécesseurs, Bruno Le Maire, dont les bilans montrent qu'ils n'ont pas grand-chose à refuser au Medef. Le dirigeant du PCF, Fabien Roussel, a lui aussi

été invité, histoire de montrer que le grand patronat est capable d'une certaine ouverture d'esprit, sans que cela change quoi que ce soit à ses exigences.

Le Général Mandon, chef d'état-major, connu pour avoir appelé, il y a quelques mois, les mères à être prêtes à sacrifier leurs enfants pour le pays, viendra débattre du « retour de la guerre » avec le PDG de Dassault, qui, lui, y voit d'abord un très bon retour sur investissement grâce à la vente des Rafale.

Le clou du spectacle viendra à la toute fin du grand rassemblement patronal, occasion d'une rencontre



Patrick Martin patron du Medef lors de l'université d'été en 2025.

présentée comme « le premier grand débat de la présidentielle ». L'objectif déclaré des dirigeants du Medef est d'informer de leurs exigences ceux qui postulent à la direction du pays. Qui veut servir les intérêts de la bourgeoisie doit s'inscrire dans ce parcours imposé, et les médias se sont fait l'écho récemment de repas organisés discrètement, s'apparentant à des entretiens d'embauche, au cours desquels Le Pen et Mélenchon notamment, ont rencontré des PDG du CAC 40.

Au programme du débat organisé le 27 août figurent des candidats déclarés comme Marine Le Pen, Édouard Philippe, Gabriel

Attal, Bruno Retailleau, Marine Tondelier et Jean-Luc Mélenchon. Alors qu'il n'est pourtant toujours pas officiellement candidat, Raphaël Glucksmann a reçu lui aussi une invitation.

Sans regret, Nathalie Arthaud, pourtant candidate déclarée pour Lutte ouvrière depuis décembre 2025, n'a pas été invitée. Il faut croire que le Medef a jugé qu'il fallait s'être montré sensible à ses valeurs pour venir écouter ses exigences. Et comme l'a commenté notre camarade : « C'est vrai qu'entendre parler d'expropriation des grands groupes capitalistes aurait pu gâcher l'ambiance... »

Marc Rémy

Rentrée scolaire : familles sacrifiées

Les familles populaires vont percevoir au cours du mois d'août les allocations de rentrée scolaire.

Le hic est que, malgré une hausse apparente de 0,8 % de leur montant, les allocations sont en baisse, compte tenu de l'inflation qui est bien supérieure.

À condition de ne pas dépasser un plafond de ressources, les familles toucheront entre 426,87 et 466,02 euros par enfant, en fonction de leur âge, ce qui ne compense pas les dépenses de fournitures de la rentrée scolaires. L'association de consommateurs UFC-Que choisir a calculé que leurs prix en grande surface avaient augmenté de 2 % cette année, venant s'ajouter à une hausse de 2 % l'année précédente et surtout de 10 % en 2023. Le montant des allocations est loin de suivre ce rythme.

Un sondage, commandé par l'organisme de crédit Cofidis, qui voit dans les difficultés financières des parents la perspective de bonnes affaires, montre que 69 % des parents prévoient

de se serrer la ceinture à la rentrée, une proportion en hausse de trois points sur l'an dernier. De plus en plus de familles se tournent vers les fournitures et vêtements de seconde main et fréquentent les ressourceries.

Il est scandaleux que les travailleurs, leurs familles et leurs enfants soient contraints de jongler pour satisfaire leurs besoins, sans jamais arriver à joindre les deux bouts.

Lucien Détroit



Les dépenses moyennes des familles en forte hausse

CAC 40 : le ruissellement... vers le haut

Les plus grandes sociétés françaises ont publié leurs bénéfices du premier semestre, en augmentation de plus de 40 % pour celles du CAC 40.



À un pôle de la société, l'immense majorité de la population vit de plus en plus durement une crise économique marquée par les hausses de prix, les plans de licenciements, les salaires qui stagnent et les annonces régulières d'économies sur les services publics. De l'autre côté, une poignée de riches actionnaires affichent tous les ans de nouveaux records de bénéfices.

TotalEnergies a donc accumulé plus de 9,5 milliards de bénéfices en six mois, une hausse de 72 % sur un an. Pour Sfran, c'est 21 % de plus,

1,9 milliard, et 2,6 milliards pour CMA-CGM, en hausse de 31 %. Un total de plus de 74 milliards d'euros a été encaissé par les entreprises françaises cotées en Bourse. Ce beau pactole permettrait de résoudre bien des problèmes brûlants de cet été, de rénover les hôpitaux, les écoles, d'équiper les pompiers en matériel récent, camions et Canadair, et de recruter largement pour compléter leurs effectifs insuffisants.

Mais dans la société actuelle c'est inenvisageable car les capitalistes ont la main sur ces sommes

et ont d'autres objectifs. Une part de cette richesse créée par le travail ira directement sur les comptes des grandes fortunes au travers des dividendes, et le reste leur servira à préparer des bénéfices encore plus faramineux au prochain semestre.

La recette pour réaliser ces bénéfices est simple : elle est de faire produire plus, à moins nombreux et moins cher, autrement dit d'aggraver l'exploitation. Le chiffre d'affaires de Stellantis par exemple, a été de 81,6 milliards d'euros au premier semestre 2026. Ce qui n'empêche pas le groupe de continuer à fermer des usines comme celle de Douvrin, dans le Nord, transférant une partie de sa production sur Trémery. Il a aussi pris prétexte cette année du lancement d'une petite voiture à Pomigliano, en Italie, pour y négocier 350 suppressions de postes, et ce ne sont que quelques exemples.

Ces milliards sont le fruit du travail réalisé par des millions de travailleurs ici et ailleurs. Qu'ils s'accumulent dans les caisses des capitalistes représente un immense gâchis pour toute la société.

Antoine Stein

Pompiers : sous-équipement scandaleux

Quatre pompiers sont morts en combattant les incendies de ces dernières semaines. Le fait qu'ils soient envoyés au front sans moyens suffisants pour les combattre a certainement joué un rôle dans ces drames.

Mais, même lorsque l'issue n'est pas aussi tragique, leurs équipements sont insuffisants pour les protéger correctement.

Depuis le début des incendies, 129 pompiers ont été intoxiqués en respirant des gaz et des particules fines chargées en hydrocarbures ou en pesticides. Ces chiffres ne prennent cependant pas en compte les problèmes respiratoires, neurologiques ou digestifs, et les cancers que ces substances pourront induire à terme.

Ces risques sont connus et les pompiers ont obtenu la reconnaissance d'au moins quatre types de cancers en tant que maladies professionnelles. Mais cela n'a pas empêché les autorités de les envoyer au feu, volontaires comme professionnels, sans l'équipement minimum permettant de limiter cette

contamination, en les dotant le plus souvent seulement de cagoules thermiques bas de gamme, incapables d'arrêter les particules toxiques. Il existe pourtant un modèle, à 80 euros pièce, comportant un filtre efficace, préconisé par la Sécurité civile. Mais malgré son prix modéré, le budget des SDIS (services départementaux d'incendie et de secours), dont dépendent les pompiers professionnels et les volontaires, n'a manifestement pas permis d'en acheter suffisamment. Un autre équipement, qui ne protège pas de la chaleur des flammes mais permet au moins d'arrêter les particules, est le masque FFP3, dont le coût est encore bien plus faible. Mais là aussi, les pompiers ont pu constater que si les journalistes qui couvraient les incendies en étaient

dotés, eux n'y avaient pas droit. Un syndicaliste a rappelé également qu'en 2022, les pompiers polonais venus en renfort sur les feux de Gironde avaient des détecteurs de monoxyde de carbone, ce qui leur permettait de se retirer lorsque leur alerte sonnait. Or, faute de ces matériels, six pompiers ont été hospitalisés suite à une intoxication grave par ce gaz inodore.

Comme le personnel hospitalier pendant le Covid, pompiers professionnels ou volontaires ont donc été envoyés en première ligne risquer leur santé faute de moyens suffisants. Depuis des années, ils revendiquent ces moyens, pour eux et pour combattre plus efficacement les incendies, mais la principale réponse des gouvernements successifs a été d'envoyer contre leurs manifestations une police bien mieux équipée et protégée, quant à elle, pour les gazer et les matraquer.

Serge Fauveau



Une maison complètement détruite au Porge.

Sinistrés : assurance au rabais

Le 27 juillet, le gouvernement et les représentants du secteur des assurances ont signé un plan « d'aide aux sinistrés des incendies ».

Selon ce plan, les assureurs se seraient engagés à prendre en charge les frais de relogement des personnes évacuées à cause des incendies, sur une durée de trois semaines, que leur maison ait été ou non endommagée. Les entreprises, directement sinistrées ou à l'activité perturbée par les évacuations ou la fermeture de routes, pourront recourir au dispositif du chômage partiel, les travailleurs percevant 72 % de leur salaire et l'État remboursant l'entreprise « sur une base à déterminer ».

En Gironde, 220 000 personnes et 13 000 entreprises ont été évacuées. Le plan ne doit pas leururrer sur la générosité des assureurs. Après un hébergement dans des locaux publics, chez des amis ou de la famille, la plupart des sinistrés auront bien du mal à trouver un logement

abordable qui serait alors indemnisé pendant trois semaines. La déclaration de sinistre relèvera, comme toujours, du parcours du combattant pour fournir des preuves, des photos, etc. Quant à la valeur des biens perdus par les sinistrés, les assureurs savent y faire pour que le résultat soit bien en-deçà de ce qu'ils possédaient.

En réalité, les assureurs souhaiteraient que l'État déclare les incendies de cet été « situation de catastrophe naturelle ». Cela leur permettrait d'imputer les frais de l'indemnisation à tous les souscripteurs de contrats, qu'ils soient ou non dans la zone concernée, quitte à augmenter ensuite le taux de cotisation « catastrophe naturelle », déjà passé le 1^{er} janvier 2025 de 12 à 20 % sur les contrats d'assurance de dommages aux biens.

Sylvie Maréchal

Inflation : la valse des prix alimentaires

Depuis un an, les prix à la consommation ont connu en moyenne une hausse de 1,5 %, mais celle-ci s'est accélérée en juin et juillet, passant respectivement à un rythme de 1,8 % et 2,1 % l'an.

L'Insee et d'autres organismes affichant les variations de prix attribuent ces hausses à un contexte international de conflits qui influent sur le prix des carburants et des produits industriels importés, ou bien à la sécheresse sévissant par exemple dans des pays exportateurs de café ou de cacao.

Si les hausses se font sentir sur l'ensemble des produits, c'est cependant

l'alimentation, représentant 16 % du panier des consommateurs, qui a subi les principales hausses. Il n'est pas nécessaire d'avoir fait de hautes études mathématiques ni de jouer avec les pourcentages pour s'en rendre compte : il suffit de faire son marché et de lire les étiquettes, surtout celles des fruits et légumes, dont les prix ont de quoi faire bondir. Ainsi, selon Familles rurales, les

courgettes ont augmenté en un an de 32 %, les tomates de 31 %, certaines variétés atteignant même 8,20 euros le kilo en pleine saison. Pour les pommes de terre dites « grenaille », il faut payer jusqu'à 3,90 euros, et 2,50 pour les plus courantes ainsi que pour les carottes ; les prix des salades atteignent aussi des sommets. Quant aux fruits, certains deviennent des produits de luxe : 8,50 euros pour les cerises et autres fruits rouges, idem pour des pêches.

Il faut bien que l'on vive, disent les producteurs des

fruits et légumes, qui subissent à la fois la concurrence, les hausses des carburants ainsi que les intempéries qui s'attaquent à leurs produits. C'est certes indéniable, mais la logique par laquelle toute la chaîne répercute les difficultés sur les clients, derniers de cette chaîne, et qui n'ont pas la possibilité d'échapper aux augmentations, est inacceptable. Si les prix augmentent, les salaires doivent suivre d'autant.

Marianne Lamiral

Essence, gaz, alimentation... tout augmente

Les salaires et les retraites doivent suivre !



Espagne : les manœuvres de l'extrême droite

L'arrivée de dizaines de milliers migrants à Ceuta durant la semaine du 27 juillet a largement été présentée comme une invasion, alimentant tous les discours anti-étrangers.

Sur place, l'instrumentalisation de cet événement recherchée par l'extrême droite ne s'est cependant pas passée comme prévu.

En effet, le débarquement de militants et de porte-parole du parti d'extrême droite Vox, ainsi que du groupe néonazi Nucleo Nacional, a tourné court face à des habitants de Ceuta en colère, qui n'avaient aucune envie d'être utilisés pour servir des discours racistes. Et dans le même temps, certains habitants ont également fait

preuve d'une empathie élémentaire en donnant à manger et à boire à de jeunes migrants qui n'avaient plus rien.

Pour autant, l'idée qu'il faudrait se protéger d'une invasion se diffuse, tant elle est reprise par la majorité des médias et des organisations politiques en Espagne, à commencer par la gauche au gouvernement. Le comportement du Premier ministre Pedro Sánchez, qui a été présenté comme progressiste en raison de ses gestes de soutien

envers les Palestiniens, n'aurait pas fait rougir nombre de ses homologues européens, si ces derniers n'avaient pas choisi de se démarquer de lui par opportunisme politique. En qualifiant l'arrivée de milliers de jeunes cherchant une vie meilleure d'« *attaque contre l'intégrité territoriale de l'Espagne* », en envoyant l'armée pour les repousser, puis en renforçant la frontière par l'installation d'une digue flottante en mer, Pedro Sánchez a contribué lui aussi à alimenter la xénophobie et la division.

Il est important que les travailleurs de Ceuta, dont beaucoup sont d'origine

marocaine, mais aussi ceux de Melilla et du reste de l'Espagne, ne se trompent pas d'ennemi et ne tombent pas dans ce piège. Ce n'est pas en se protégeant derrière des barbelés, des gardes-frontières ou en s'en remettant au roi du Maroc pour faire le sale travail de la chasse aux migrants, qu'ils seront préservés de la misère du monde et des catastrophes produites par le capitalisme.

Pourtant, les témoignages des jeunes Marocains ayant

réussi à franchir la frontière, montrent tout ce qu'ils ont de commun avec les travailleurs espagnols. Comme des millions à travers le monde, ils aspirent à un salaire décent, à des loyers abordables, à des perspectives d'emploi, à un système de santé digne de ce nom ; en somme, à une vie meilleure. La guerre entre travailleurs dans laquelle les dirigeants européens voudraient les entraîner n'a aucun sens.

Adrien Baye

Ceuta et Melilla, héritages de la colonisation

Les enclaves de Ceuta et Melilla sont des confettis de ce qui fut l'Empire espagnol.



Ceuta, qui était alors un des ports importants du monde arabo-musulman, fut conquise par le Portugal en 1415, dans le cadre de la Reconquista, l'offensive chrétienne qui mit fin aux royaumes musulmans de la péninsule ibérique. Ceuta fit ensuite partie de l'Union ibérique entre 1580 et 1640, avant de demeurer espagnole lors de la dissolution de cette union entre le Portugal et l'Espagne. Melilla, elle, fut conquise par la couronne de Castille en 1497, cinq ans après que le dernier royaume musulman eut été vaincu à Grenade.

Même si l'Empire d'Espagne s'est effondré au dix-neuvième siècle, le pays a tenu à garder les deux territoires. Ils étaient en effet stratégiques, pour protéger le commerce maritime du royaume, en particulier Ceuta située à l'entrée de la Méditerranée, à une quinzaine de kilomètres seulement de l'Espagne.

De 1912 à 1956, le Maroc fut un protectorat franco-espagnol, euphémisme uti-

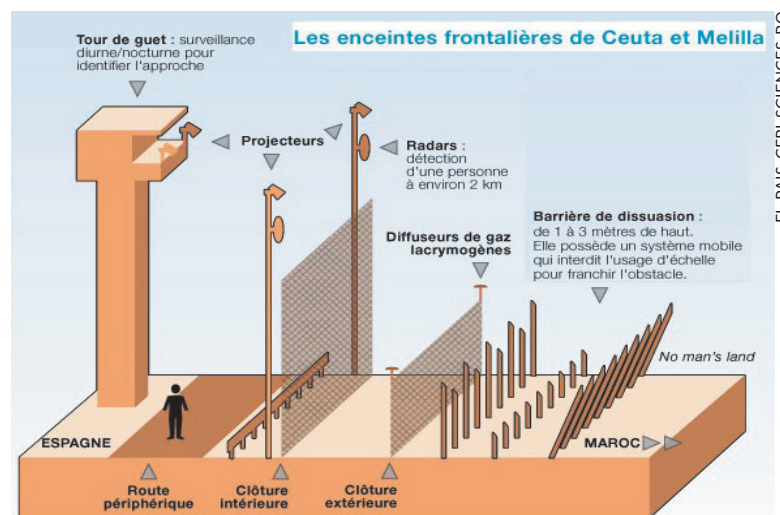
lisé pour désigner ce qui était une domination coloniale partagée. Ceuta et Melilla étaient alors les bases administratives et militaires à partir desquelles l'Espagne exerçait son contrôle sur une partie du Maroc, au nord et au sud-ouest. Entre 1921 et 1927, la France et l'Espagne alliées menèrent la guerre du Rif qui fut une guerre coloniale féroce pour la conquête de la zone au nord du Maroc,

non loin des deux villes.

C'est à Ceuta que commença en 1936 la rébellion militaire de Franco à l'origine de la guerre civile espagnole.

Quand le Maroc devint indépendant en 1956, l'Espagne garda les deux enclaves, ainsi que des territoires proches de la côte marocaine, les rochers Velez de la Gomera et Al Hoceima, les îles Chafarinas, l'îlot de Perejil. Au Maroc, qui revendique la souveraineté sur ces différents territoires, l'Espagne a toujours opposé une fin de non-recevoir, y compris sous des gouvernements dits de gauche. Quand près de 60 000 jeunes migrants marocains sont entrés à Ceuta avant d'être refoulés sans ménagement, Pedro Sanchez a dénoncé vendredi 31 juillet « *une violation de l'intégrité territoriale de l'Espagne* ». Le temps des colonies n'est pas fini.

Michel Bondelet



Maroc : les raisons du désespoir



Jeudi 30 juillet, des dizaines de milliers de jeunes ont tenté de rejoindre à la nage l'enclave espagnole de Ceuta en espérant entrer dans l'Union européenne.

La plupart de ces jeunes dépeignent le sentiment d'impasse qui les a motivés.

Des commentateurs ont voulu y voir l'effet des rumeurs et un effet d'entraînement contagieux sur les réseaux sociaux. Certains de ces jeunes ont même déclaré ensuite ne pas savoir pourquoi ils étaient partis. Une expression anglaise parlante, NEET (ni en emploi, ni en études, ni en formation), désigne la jeunesse laissée pour compte au Maroc – 3 millions de jeunes entre 15 et 29 ans ! De plus, même parmi ceux qui ont une bonne formation, voire un travail, beaucoup ne s'en sortent pas. Ainsi, une jeune footballeuse tétouanaise de 20 ans, qui travaillait dans les cimetières pour aider sa famille, s'est noyée en nageant vers Ceuta. Certains restaurants ou bars de la région se sont vidés de leurs employés, partis,

en tenue, dans l'espoir d'avoir une vie meilleure. Un maître-nageur venu avec ses amis de plus loin, des quartiers populaires de Casablanca, espérait gagner en Europe de quoi soigner ses parents. Encore caché dans l'enclave après le refoulement de la grande majorité, un commercial dit avoir abandonné sa place pas si mal payée pour le Maroc, 8 000 dirhams mensuels, soit 745 euros, car il n'arrive pas à avoir son propre appartement. D'autres dénoncent le manque de justice ou de libertés individuelles.

Cette jeunesse est en partie la même qui a manifesté l'automne dernier pour dénoncer le manque de moyens dans les hôpitaux ou l'éducation et qui a subi la répression. Elle ne peut se résigner à la situation qu'elle vit.

Frédéric Gesrol

Moyen-Orient : accord ou pas, Israël bombarde

Après une huitième rencontre entre Netanyahu et Trump depuis sa réélection, un accord sur l'avenir de Gaza a été annoncé... sans que cela interrompe les bombardements israéliens sur le territoire.

Pourtant, malgré l'entente cordiale entre ces deux dirigeants d'extrême droite, Trump n'a pas hésité à marquer son agacement envers « Bibi Netanyahu », dont l'avis ne lui est pas utile, dit-il, pour s'occuper du Moyen-Orient. La presse israélienne a d'ailleurs souligné l'obligation pour Netanyahu de ravalier son arrogance devant son maître, rappelant que, malgré les bravades de l'extrême droite israélienne, il ne peut pas se permettre de désobéir à Washington. Trump soutient son fidèle gendarme, mais doit parfois lui rappeler qui commande vraiment au Moyen-Orient. Lors de cette rencontre, Trump a de nouveau joué la carte du champion de la paix en annonçant

l'accord sur le désarmement du Hamas. En fait, celui-ci avait déjà accepté, dans un accord précédent, de céder le gouvernement de la bande de Gaza, sans que cela mette fin aux bombardements israéliens. Et malgré le prétendu accord, Trump n'en est pas à imposer à Israël de les cesser, ni même d'évacuer Gaza. Il faudrait pour cela attendre le « désarmement complet du Hamas », autant dire quand Israël le jugera souhaitable.

Pendant qu'à Washington on tringue à la paix, Netanyahu sait donc qu'il peut poursuivre sa politique d'épuration ethnique contre les Palestiniens. À Gaza, les frappes de l'armée israélienne qui n'ont jamais cessé, touchent des

camps de réfugiés, des hôpitaux et des infrastructures médicales. Les morts palestiniens, en particulier des enfants, se comptent par dizaines chaque semaine. Le 1^{er} août, un bombardement a détruit des entrepôts de médicaments liés à l'hôpital Al-Aqsa, à Deir al-Balah, aggravant encore une situation sanitaire déjà catastrophique. La famine, les destructions et l'effondrement des soins font de Gaza un territoire où la population est privée de tout.

En Cisjordanie occupée, la violence des colons soutenus par l'armée continue aussi de se déchaîner avec une brutalité croissante : incendies volontaires, agressions, destructions de maisons, de mosquées, de terres agricoles, d'infrastructures d'eau... Quand les Palestiniens tentent de se défendre,



l'armée israélienne les désigne comme terroristes et répond par les chars, les bulldozers et une répression sans limite.

Au sud du Liban aussi, Israël poursuit ses frappes,

ses démolitions et l'incendie d'oliveraies, notamment vers la ville de Bint Jbeil. Dans la bouche de Netanyahu comme dans celle de Trump, les cessez-le-feu ont le goût du sang.

Christian Chavaux

États-Unis : très chers missiles

Alors que Trump cherche une majorité au Sénat pour faire voter un budget militaire massif, en hausse et dépassant les 1 000 milliards de dollars, élus Républicains et Démocrates s'écharpent sur les raisons de la baisse des stocks de missiles.

En effet, pour faire passer leur budget, Trump et son ministre de la Guerre expliquent qu'il est vital de passer des commandes au complexe militaro-industriel pour reconstituer ces stocks. À cela les Démocrates répondent que si Trump n'avait pas entraîné le pays dans une guerre contre l'Iran que les États-Unis ne peuvent pas gagner, les stocks ne seraient pas entamés. Pour se défendre, Trump reproche aux Démocrates et à leur ancien président Biden d'avoir donné trop d'armes à l'Ukraine. Et les deux camps s'accusent mutuellement de ne pas

savoir préparer l'impérialisme américain à une future confrontation avec la Chine.

La réalité est que les États-Unis ont alimenté la guerre en Ukraine en fournissant beaucoup d'armes terrestres : blindés et canons de toutes sortes accompagnés de leurs millions de munitions. Ils ont aussi envoyé des missiles mais surtout des missiles antichars. Or la guerre contre l'Iran est essentiellement aérienne.

En cinq mois, ils ont bombardé ce pays avec toutes sortes de missiles : 1 200 Patriot, plus de 1 000 Tomahawk, plus de 1 100 missiles air-surface,

etc. Ce faisant les armées américaines ont rapidement consommé entre un quart et la moitié de leur réserve de missiles et c'est une des raisons des phases de pause qu'observe l'agresseur américain.

Les généraux utilisent aussi des bombes classiques, telle celle d'une tonne qui a été lâchée de nuit le 30 juillet sur une île iranienne du détroit d'Ormuz : une famille a été pulvérisée, sa maison laissant place à un cratère gigantesque.

Produire des missiles prend bien plus de temps que les tirer. Et ils coûtent cher, très cher, ce qui rapporte beaucoup à leurs fabricants : le coût est de l'ordre de 3 millions de dollars pour un Tomahawk, 5 millions pour un Patriot et jusqu'à 15 millions pour un intercepteur de drones, dont 250 ont été tirés.

Pour financer un budget militaire astronomique, l'État américain s'endette et sacrifie les dépenses sociales. En même temps, les automobilistes subissent une hausse de 37 % des carburants depuis le début de cette guerre, aujourd'hui visiblement dans l'impasse et de plus en plus impopulaire.

Lucien Déroit

Une guerre régionale

« Rien ne passera [par le détroit d'Ormuz] sans un accord ou une capitulation totale. [...] L'Iran n'aura jamais d'arme nucléaire », a déclaré Trump le 3 août, tout en prétendant pour la énième fois que des discussions étaient en bonne voie avec le régime iranien.

Cette déclaration a été faite après une nouvelle série de bombardements sur l'Iran en réponse à des attaques contre des bases américaines en Jordanie. « Nous allons les frapper fort, ils vont prendre une raclée », s'était alors vanté Trump dans un entretien à Fox News. Cela fait des semaines qu'il brandit des menaces, puis des affirmations selon lesquelles il serait proche de conclure un accord, entre deux reprises des bombardements, sans parvenir pour autant à mettre le régime iranien à genoux.

Dans la nuit du 28 au 29 juillet, les États-Unis et l'Arabie saoudite, un de leurs fidèles alliés dans la région, avaient également

bombardé plusieurs provinces d'Irak, l'attaque la plus meurtrière ayant touché celle de Ninive, dans le nord du pays. Ils prétendaient viser les milices d'Hachd al-Chaabi, une alliance de groupes armés, incluant des factions pro-iraniennes. Intégrée à l'armée irakienne, celle-ci est accusée par l'Arabie saoudite d'être responsable de plusieurs attaques de drones contre ses installations pétrolières. Le gouvernement irakien de son côté a condamné ces bombardements. Contrairement à ce que Trump avait prétendu peu de temps auparavant, il a affirmé ne pas avoir été prévenu des bombardements. Et d'accuser les États-Unis et ses alliés de vouloir « étendre la guerre et le conflit dans la région de l'Asie occidentale ».

Ainsi les affrontements touchent toute la région, du Yémen à l'Irak en passant par la Jordanie, plongeant de plus en plus de populations dans la détresse.

Aline Retesse



Un lanceur de missile Patriot.



Après la répression de la manifestation de Salonique.

Grèce - 4 août 1936 : le coup d'État de Metaxas

Le 4 août 1936, il y a 90 ans, le président du Conseil de la Grèce, Ioannis Metaxas, dissolvait le Parlement et se donnait les pleins pouvoirs avec l'appui de l'armée et du roi, alors qu'une grève générale de protestation contre la répression anti-ouvrière était appelée pour le 5 août.

Metaxas ne rencontra pas de résistance et sa dictature allait durer cinq années, jusqu'à l'invasion de la Grèce par l'armée allemande, en avril 1941. Ex-général, il était entré en politique à l'extrême droite au début des années vingt. Il percevait les progrès du jeune Parti communiste comme une menace intolérable. Le prétexte du coup d'État du 4 août fut d'ailleurs l'imminence d'une insurrection communiste que le PC était pourtant bien loin de préparer. L'objectif du dictateur était de briser toute contestation sociale et, pour cela, de détruire le Parti communiste, mettre fin à l'instabilité politique et pérenniser la monarchie.

Dès le 4 août, les premières arrestations visèrent les communistes ainsi que des républicains. Quelques dizaines de milliers de militaires et de gendarmes mirent ainsi au pas un pays de sept millions d'habitants en pleine ébullition, grâce à la complicité passive du PC, qui s'était perdu dans des combinaisons politiciennes au lieu de mettre les travailleurs en garde contre les menaces de dictature.

Une classe ouvrière en ébullition

En cette année 1936, à l'instar de la France et de l'Espagne, le pays connaissait une montée ouvrière et des révoltes agraires. La classe ouvrière était peu nombreuse, jeune et combative, sans tradition réformatrice, concentrée dans les deux principales agglomérations du pays, Athènes-Le Pirée et Salonique. Cette

montée avait culminé avec les événements de Salonique. Le 9 mai 1936, les gendarmes tirèrent sur les ouvriers du tabac grévistes, en tuant douze et en blessant trois cents. Cette tuerie provoqua une grève générale dans la ville et des réactions dans tout le pays contre le « gouvernement des assassins ». Des commissariats furent assiégés, une partie de la troupe fraternisa et un comité de grève dirigea la ville pendant plusieurs jours. Le PC, influent dans la ville, mit tout son poids pour le retour à l'ordre, sous prétexte de ne pas effrayer les libéraux, et repoussa à plus tard la grève générale que beaucoup attendaient. Il contribua ainsi à faire retomber la pression, alors que le pouvoir préparait son coup de force.

À ses débuts, le PC avait mené une politique révolutionnaire et antimilitariste. Ses premiers dirigeants, dont plusieurs allaient se rallier à l'opposition de gauche, étaient alors inexpérimentés mais portés par l'enthousiasme de la jeunesse, tel Pantelis Pouliopoulos, qui devint secrétaire général à 24 ans, en 1924. À la fin des années vingt, le Komintern les remplaça par de nouveaux, tout dévoués à Staline. Ceux-ci appliquèrent d'abord la politique gauchiste dite « classe contre classe », puis, en 1935, celle de « front populaire », se ralliant à la défense nationale, renvoyant la révolution prolétarienne aux... calendes grecques et préconisant une révolution démocratique bourgeoise pour sortir le pays de

l'arriération.

Arriéré, le pays l'était : en 1940, le niveau de vie était neuf fois inférieur à celui de l'Angleterre, un tiers des habitants étaient analphabètes, 40 % vivaient sous le seuil de pauvreté officiel ; le trachome, la malaria et la tuberculose sévissaient à grande échelle.

Vers la dictature

Avec qui constituer un « front populaire » ? La social-démocratie étant presque inexistante en Grèce, le PC chercha à devenir la force d'appoint du Parti libéral de centre droit anticommuniste et qualifié de « fasciste » peu de mois auparavant, contre la droite monarchiste. Aux législatives de janvier 1936, le Front dirigé par le PC obtint un peu moins de 6 % des voix et 15 députés. Il était tout de même en position de force, car les deux blocs, du centre et de droite, s'équilibraient avec chacun environ 140 députés. Il finit par soutenir le centre, mais après avoir aussi négocié en secret avec la droite !

La dictature Metaxas, sans réelle base sociale, appuyée sur les seules forces de répression, se donna des airs progressistes : elle prit des mesures sociales, dont un salaire minimum ou la journée de travail de huit heures, qui restèrent lettre morte car rien n'obligea les

patrons à les respecter. Elle se drapa dans les oripeaux nazis : embrigadement des jeunes sur le modèle des Jeunesses hitlériennes, défilés militaires au pas de l'oie, bûcher pour les livres interdits. Des mesures plus « grecques » s'y ajoutèrent : exaltation de la religion orthodoxe, obligation d'assister à la messe le dimanche, glorification du passé antique et byzantin. Si elle persécuta les minorités nationales, au nom de la « grécité », elle ne mena pas de politique antisémite.

Mais surtout, Metaxas mit tout en œuvre pour anihiler le PC, par la terreur et la démoralisation. Tout communiste, ou supposé tel, pris par la police se vit placé devant ce choix : soit signer une déclaration de repentir qui était publiée dans la presse de son lieu de résidence, puis dénoncer ses complices pour preuve de sa sincérité ; soit être interné indéfiniment en forteresse, sans jugement.

La dictature annonça 50 000 « signatures » en cinq ans, un nombre énorme, qui était sans doute exagéré, car le parti disait organiser 15 000 membres et ne dépassait pas 75 000 électeurs (les femmes étant exclues du droit de vote).

Le chef de la police, Maniatakis, visa particulièrement les dirigeants, dont

plusieurs signèrent. Cela lui permit, en 1940, de créer un faux comité central composé de ces renégats, dont il définissait la politique « communiste » en piochant ce qui lui convenait le mieux dans les méandres des politiques successives et contradictoires du Komintern.

L'invasion allemande

Le dictateur mourut en janvier 1941. Son régime s'effondra en avril suite à l'invasion de la Grèce par l'armée allemande. L'« homme fort » du coup d'État du 4 août avait assuré cinq ans de paix sociale et de stabilité politique à la bourgeoisie. La suspicion, la confusion et le désarroi avaient d'abord régné dans les rangs du Parti communiste. Mais, en octobre 1940, plus de quatre ans après le début de la dictature, on estime qu'il restait quelques centaines de militants dans la clandestinité et 2 000 internés, qui n'avaient donc pas signé, des « incorrigibles », selon Metaxas.

Plusieurs milliers de militants tinrent bon malgré les épreuves, le renoncement voire la trahison de nombreux camarades, malgré les zigzags de la politique stalinienne et la perspective de croupir des années dans les geôles. Beaucoup purent s'échapper en avril 1941, d'autres servirent d'otages et furent fusillés par les occupants, comme Pouliopoulos, qui était devenu un des dirigeants de l'opposition trotskyste.

Après l'invasion allemande puis l'occupation, le PC devint rapidement la principale force politique du pays, qui anima la résistance armée. Quant à sa politique, elle resta nationaliste, bourgeoise et pro-alliée, dans la lignée du tournant de 1935.

Stéphane Melbo



Metaxas salué par des membres de l'armée et du gouvernement.



Centre Hospitalier de Calais : services en surchauffe

Le Centre hospitalier de Calais emploie plus de 2 000 personnes, dans un bassin de population de 160 000 habitants. L'été, les conséquences du manque de moyens et du sous-effectif sont encore plus palpables que le reste de l'année.

Comme au mois de juin, les températures sont à nouveau montées au-dessus des 30 degrés dans certains secteurs. Or, dans l'hôpital, peu d'espaces sont climatisés, les ventilateurs sont

rare, et ceux qui sont cassés ne sont pas remplacés. Certains travailleurs ont dû amener eux-mêmes des rafraîchisseurs d'air. En fait, comme pour beaucoup de problèmes qui se posent à

l'hôpital, ils ont dû trouver des solutions avec les moyens du bord.

Un autre aspect de la dégradation des conditions de travail est le sous-effectif permanent dans les services. Toute l'année c'est la galère. Les travailleurs venant en renfort sont trop peu nombreux et n'ont souvent pas le temps d'être formés aux tâches à effectuer. Ils sont déplacés de service en service, parfois d'un jour sur l'autre. Et l'été, avec les congés, le sous-effectif s'aggrave. Depuis quelques années, la direction a décidé qu'elle n'embaucherait plus de remplaçants supplémentaires pour les congés d'été. Elle impose aux travailleurs d'étaler leurs congés sur quatre mois, de juin à septembre, pour limiter l'impact sur les services. Mais évidemment, cela ne suffit pas.

Ainsi des contrats à durée déterminée d'ASH (agents de services hospitaliers) en

CDD n'ont pas été renouvelés pour juillet et août, sous prétexte que des enfants de membres du personnel sont embauchés l'été pour faire le travail. Comme s'il n'y avait pas assez de travail pour tout le monde !

De son côté, la direction n'est pas en manque de mesquineries vis-à-vis des travailleurs. Sous prétexte d'économies, les cadres ont été chargés de faire la chasse à ceux qui prendraient un café ou un morceau de pain sur les stocks non consommés par les patients. Elle a aussi lancé une campagne d'affichage dans les services, intitulée « *Les 12 engagements de maître colibri pour un accueil bienveillant* » : « un sourire tu afficheras », « bonjour tu diras »...

Entre les conditions de travail qui se dégradent et le mépris de la direction, les raisons de se mettre en colère ne manquent pas !

Correspondant LO



Hôpitaux : le compte n'y est toujours pas

Fin juillet, la ministre de la Santé, Stéphanie Rist, s'est félicitée d'avoir « tenu sa promesse » concernant l'équipement en climatiseurs des hôpitaux et des Ehpad, et même au-delà.

En effet, alors que le 10 juillet 6 000 appareils seulement étaient livrés, désormais près de 33 000 climatiseurs d'appoint l'auraient été. Ils ont été achetés en urgence après que le gouvernement a promis pendant la canicule du mois de juin d'en fournir 30 000. Alors même que depuis 2003, date de la dernière grande canicule qui avait fait des milliers de morts en particulier parmi les personnes âgées, le nécessaire n'avait pas été réalisé dans les hôpitaux et les Ehpad.

Pour ce matériel jugé bien insuffisant en nombre et en qualité par les soignants eux-mêmes, le gouvernement aurait attribué une enveloppe de 100 millions d'euros, soit 3 000 euros par climatiseur. Cela semble cher pour un tel

matériel, mais quoi qu'il en soit, l'enveloppe globale reste minable, un peu moins que le prix d'un seul avion Rafale.

Il n'y a vraiment pas de quoi se vanter !

Malik Rieux



AB Tasty – Paris 9^e : après la fusion, un plan de licenciement

En juin, AB Tasty, un éditeur français de logiciels spécialisés dans l'optimisation des sites web et la personnalisation de l'expérience utilisateur, a annoncé un plan de suppressions de 98 postes, dont 20 actuellement non pourvus et qui ne le seront pas.

Fondée en 2009, l'entreprise compte plus d'un million de clients, dont LVMH, L'Oréal et Clarins. Elle a levé 64 millions d'euros et revendique aujourd'hui 60 millions d'euros de chiffre d'affaires. En janvier 2026, le fonds Everstone Capital, basé à Singapour et déjà propriétaire de VWO, a racheté AB Tasty avant de fusionner les deux entreprises. Le nouvel ensemble compte 700 salariés pour plus de 100 millions de dollars de chiffre d'affaires.

Quelques mois plus tard, 78 travailleurs sont menacés de licenciement. Il y aurait des doublons et l'entreprise transfère l'activité de 53 techniciens vers l'Inde. La direction justifie cette saignée par la nécessité de réduire les coûts face à la

concurrence, aux attentes des clients et à la mise en place de l'intelligence artificielle. Mais cette décision intervient alors que l'entreprise affirme être rentable depuis deux ans et affiche un objectif d'introduction en Bourse à Bombay en 2027.

Le 22 juillet, sur le site parisien, une trentaine de salariés ont débrayé. Le mouvement a réuni des salariés de différentes équipes, pas seulement ceux concernés par le plan, qui ont exprimé un profond sentiment d'injustice. Beaucoup craignent qu'il ne soit qu'une première étape avant une poursuite de la réduction des effectifs, et ils veulent rester solidaires face à cette situation.

Correspondant LO

Dans les bulletins Lutte ouvrière

Prise de tête

Dans les services, en plus de la charge de travail administratif, nous sommes souvent à la recherche de tensiomètres, de cordons de seringues électriques, de thermomètres, de poches diverses ou de médicaments...

C'est la haute technicité d'un côté et la course après le matériel de l'autre.

APHP Hôpital Beaujon

Mission Appolo 13

Des deux ascenseurs qui accèdent à l'héliport, l'un est en panne et sera peut-être réparé quand on sera sur orbite. L'autre monte jusqu'à l'héliport, mais pour redescendre il y a deux solutions : faire appel au centre de contrôle de Houston... ou dénicher un agent de sécurité qui, les pieds sur terre, appuiera sur le bouton grâce à son badge magique.

Dilatation complète

En maternité, il manque des sages-femmes. La charge de travail explose. On passe très peu de temps avec les bébés et leur maman. Ce n'est plus un service de soins, mais une usine.

La direction nous pousse au forceps. Attention à la rupture !

Groupe hospitalier Lyon

Hors service

À Tosquelles, en pleine période caniculaire, la clim est en panne au bureau infirmier depuis la mi-juillet.

Il manque une pièce, paraît-il. Et nous ? On se répare comment, à travailler dans de telles conditions ?

Tout va bien

Ce qui se passe à Tosquelles est le lot de beaucoup de services.

À Perchappe, pas de clim.

À Pussin, il a fallu mettre une couverture pour tenter d'isoler un peu. On attend toujours un store...

À Camille Claudel, en guise de salle de repos, on a un véritable réduit sans clim. À Érasme aussi, la salle de pause est sans clim. Il y a des vitres partout... mais sans stores !

À ce stade-là, ce n'est même plus de l'impréparation !

Centre hospitalier psychiatrique Cadillac (Gironde)

Haribo – Marseille : pas de ronds, pas de bonbons !

Lundi 2 août a débuté la sixième semaine de débrayages quotidiens observés par 60 % des 150 travailleurs de Haribo à Marseille. Ils n'acceptent pas les conclusions des NAO (négociations annuelles obligatoires) édictées par la direction.

Depuis cinq semaines, à l'appel des deux syndicats de l'usine, la CGT et FO, les deux équipes débrayent deux heures par jour. Mercredi 29 juillet, les travailleurs se sont rassemblés à quelque 150 pour un barbecue devant l'entrée de l'usine de Marseille, avec des collègues venus de l'usine d'Uzès ainsi que des

délégués FO et CGT d'autres entreprises. Un camion s'est retrouvé bloqué une demi-heure à l'entrée. Sur le sol de l'entrée égayée d'abris de toile rouge (le soleil tapait fort) et de nombreux drapeaux rouges siglés, il était inscrit « direction démission », « on lâche rien ». Les chauffeurs de camions et de voitures qui passent sur le

boulevard, devant l'usine, klaxonnent pour exprimer leur sympathie

« La direction propose une augmentation générale de 0,6 % à tous les salariés ainsi qu'une augmentation de 0,3 % en individuel alors que nous avons proposé une enveloppe de 100 euros brut mensuels pour tous les ouvriers. Quand on réalise plus de 300 millions d'euros de chiffre d'affaires, plus de 30 millions de bénéfices, on le ressent comme du mépris », explique la déléguée CGT de l'usine. La direction ne se vante-t-elle

pas régulièrement, lors des bilans de fin d'année, d'être le leader européen du bonbon ?

Ce mouvement a débuté quand la production des bonbons en prévision d'Halloween était engagée. La direction conditionne les augmentations proposées à la reprise du travail et au rattrapage du retard pris. Les petits chefs sont envoyés pour questionner : « Et alors, vous continuez la grève ? Vous n'avez pas peur que l'usine ferme ? » Pendant les heures travaillées, cela tient du harcèlement :

« Comme vous avez fait grève, maintenant travaillez vite, bougez-vous. » Ils font la police des pauses.

À la question des salaires s'ajoute une inquiétude diffuse quant à la fermeture éventuelle du site marseillais car la direction prévoit la construction d'une nouvelle usine à Uzès, où les 150 travailleurs de Marseille pourraient être tenus d'aller travailler.

Bien que le mouvement leur ait coûté déjà 900 euros, les travailleurs ont bien l'intention de tenir bon.

Correspondant LO



Travailleurs d'Haribo mobilisés, le 21 juillet à Marseille.

LAURENT GROLEE RADIO FRANCE

Verrerie Arc : un “sauveur” licencieur

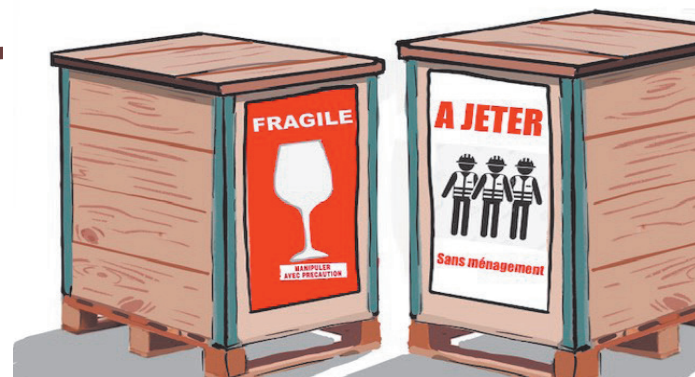
À la suite du placement en redressement judiciaire du groupe verrier Arc, dans le Pas-de-Calais, Timothée Durand l'a racheté en avril dernier à OEP, un fonds d'investissement américain. On voit aujourd'hui ce qu'il en est de ce « sauvetage ».

Ce Timothée est un héritier de la famille Durand, propriétaire de l'usine pendant plus d'un siècle avant de la vendre à OEP en 2015. Pour ce rachat, il s'est associé à la famille Leclercq, fondatrice de Décathlon, qui est la 38^e fortune du pays et possède 3 milliards d'euros de fortune professionnelle.

Durand s'est présenté comme le sauveur, rabâchant qu'il était « la dernière chance » pour que l'usine ne ferme pas. Ce prétendu

sauvetage s'est traduit par la suppression de 700 postes, dont plus de 200 licenciements ! Quant aux centaines de départs prétendument « volontaires », ils sont le résultat d'une politique patronale menée pendant des mois visant à pousser les travailleurs vers la sortie. L'usine compte désormais moins de 3 000 salariés. L'opération a aussi entraîné des suppressions de postes chez les sous-traitants : GSF, Torann et Api Restauration.

Ce plan social massif n'a rien coûté aux repreneurs puisqu'il a été presque intégralement financé par l'AGS, un fonds qui intervient en cas de « défaillances » des entreprises. Les pouvoirs publics ont accepté d'effacer des dizaines de millions d'euros de dettes contractées ces dernières années auprès de l'État, de la Région et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint-Omer (CAPSO). Les nouveaux patrons en profitent même pour se débarrasser de plusieurs hectares du territoire de l'usine, quasiment désaffectés, sous prétexte de compenser ainsi les dettes non remboursées à la CAPSO.



Durand rabâche aux travailleurs qu'ils doivent faire des efforts pour sauver l'usine, et donc sortir la même production avec des centaines de personnes en moins. Pour cela, la direction fait pression pour imposer des heures supplémentaires. Pendant la longue période de canicule, elle a fini par accepter qu'il y ait des pauses supplémentaires, mais qui n'ont

souvent pas pu être prises faute de personnel pour relayer ceux qui avaient besoin de souffler. Et bien sûr, le patron affirme qu'il n'y a pas d'argent pour augmenter les salaires.

Dans l'affaire, il n'y a donc que les intérêts des patrons qui sont sauvés, avec la peau des travailleurs et l'argent public pris dans leurs poches.

Correspondant LO

La Poste – Poitiers : les profits contre les emplois

La Plateforme industrielle de courrier (PIC) de La Poste de Poitiers fermera ses portes mi-septembre.

Un nouveau centre, « multi-flux » selon la désignation de la direction, regroupera la distribution des colis et du courrier, qui fera

l'aller-retour en camion à Tours ou à Bordeaux pour être trié.

Au passage, il ne restera plus que 80 des 250 postiers de la PIC auxquels se joindront plus d'une centaine de facteurs. Contrairement à ce qu'affirme la direction,

tous n'ont pas été reclassés – loin de là ! – et un certain nombre ont laissé en partie leur santé derrière les machines de tri. De nombreux travailleurs précaires en intérim et en CDD, quant à eux, ont été ou seront licenciés, privés ainsi de leur gagne-pain.

La direction justifie cette fermeture par la baisse du trafic courrier. En fait, elle n'est plus intéressée depuis longtemps par sa distribution, jugée pas assez rentable. On le voit au courrier qui reste en souffrance, à la distribution de la presse qui

se fait attendre, etc., avec pour conséquence, les suppressions de tournées, la sécularité de celles-ci, la précarité pour les facteurs. La Poste a contribué à accentuer cette baisse de trafic en négligeant la distribution et en augmentant fortement les tarifs d'envoi.

Voulant afficher une posture écologique, le directeur annonçait fièrement dans la presse locale que le parking de la Multi-flux sera équipé de panneaux solaires (en bénéficiant au passage de subventions publiques) pendant que le

courrier fera l'aller-retour en camion pour aller se faire trier. Quand un patron parle d'écologie, il y a toujours une entourloupe derrière !

La direction parle d'une croissance de 60 % du volume de colis. A-t-elle pour autant créé des emplois stables pour cette activité ? Pas le moins du monde, car c'est la précarité en CDD et en intérim qui règne... et la loi du profit avant tout, aux dépens des travailleurs et des usagers de La Poste.

Correspondant LO



Centre « multi-flux » de Poitiers.

Condé-sur-Noireau : amiante, un drame sans fin

En juillet, un dépôt sauvage de 4 tonnes d'amiante a été découvert dans un bâtiment désaffecté à Condé-sur-Noireau, dans le Calvados.

On ne sait pas encore qui est à l'origine de ce dépôt d'amiante, mais on sait en revanche que plusieurs générations de travailleurs ont eu leur vie ravagée par cette matière, à Condé comme ailleurs, du fait de l'irresponsabilité des capitalistes. À la fin du 19^e siècle, des filatures d'amiante se sont installées à Condé-sur-Noireau. Dès 1906, un inspecteur du travail informait ses supérieurs que dans une de ces usines, 50 personnes étaient décédées en cinq ans du fait des poussières d'amiante. Par la suite, des études confirmèrent ce que

les ouvriers savaient d'expérience depuis longtemps : la responsabilité de l'amiante dans la survenue de fibroses pulmonaires fut prouvée dès 1930, et son caractère cancérigène fut établi en 1960. Cela n'empêcha pas l'entreprise Ferodo d'ouvrir, la même année 1960, une usine d'équipement automobile utilisant de l'amiante, qui allait employer jusqu'à 2 500 personnes. Valeo, Bendix, Allied Signal puis Honeywell reprirent tour à tour l'entreprise jusqu'à sa fermeture en 2013. Les fibres d'amiante empoisonnèrent non seulement les

ouvriers et leurs familles, mais aussi tous les riverains, au point que la vallée où était située l'usine fut surnommée la « vallée de la mort ». En théorie, les industriels étaient censés recycler l'amiante dans des centres spécialisés ; mais déjà à l'époque, ils se contentaient parfois de l'enfouir dans un champ ou de le laisser dans un bâtiment désaffecté. Les patrons ont tout fait pour empêcher l'interdiction de l'amiante, qui n'a été prononcée qu'en 1997. Et depuis, les ravages continuent : les maladies liées à l'amiante font entre 3 000 et 5 000 morts tous les ans dans le pays, et les vieux bâtiments qui en contiennent, en se dégra-

dant, continuent d'en relâcher dans l'environnement. Alors, le minimum serait que les patrons paient intégralement le désamiantage de tous les bâtiments, ainsi que les soins médicaux des

victimes de l'amiante. Et au-delà, seul un contrôle des travailleurs sur les procédés de production pourra interdire qu'ils y risquent leur santé. Correspondant LO



Dans une manifestation, en 2022.

Sites Seveso : capitalisme = danger

Environ 30 000 personnes ont été confinées le 2 août lors de l'incendie d'un entrepôt contenant des produits toxiques sur un site classé Seveso à Gandrange, en Moselle.

La France compte environ 1 300 établissements classés Seveso, dont plus de la moitié sont classés seuil haut et, pour beaucoup, sont construits au centre ou à la lisière d'agglomérations. Ainsi les 24 et 25 juillet, la progression de l'incendie

de Saumos en Gironde avait menacé trois sites industriels classés Seveso « seuil haut » sur les trente-six sites Seveso que compte le département. Dix-sept sont concentrés dans la métropole de Bordeaux. C'est un grave accident

industriel, une explosion suivie d'une émanation de dioxine, dans la commune de Seveso, au nord de Milan, en 1976, il y a cinquante ans, qui a entraîné à partir de 1982 des directives européennes sur les procédures pour prévenir de telles catastrophes. Mais le classement en sites dits Seveso n'a rien réglé, comme l'ont montré l'explosion de l'usine AZF de Toulouse en

2001 et l'accident chimique à l'usine Lubrizol à Rouen en 2019, et bien d'autres depuis. Ainsi depuis 2003, des mesures sont censées éviter la présence d'habitations à proximité de ces sites, mais les récents événements montrent qu'en pratique on en est loin. Rien n'est vraiment fait pour diminuer les risques, alors que les accidents dans ces usines dangereuses sont

fréquents. De plus, la population elle-même n'a aucun moyen de contrôle. L'irresponsabilité de nombreux patrons, et la complicité de l'État qui ne veut en rien les contraindre, font que la menace de nouvelles catastrophes continue de peser sur les travailleurs de ces entreprises et toute la population. Aline Rétesse

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie Lutte ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel. Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148 108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de : Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Union européenne : **unis dans le délire anti-immigrés**

Une réunion en visioconférence des ministres de l'Intérieur de l'Union européenne (UE) a eu lieu mardi 4 août. Elle avait été convoquée en urgence après l'arrivée dans l'enclave espagnole de Ceuta de près de 60 000 migrants venus du Maroc.

Destinée à «tirer les leçons» des événements de Ceuta, cette réunion avait été exigée dans un texte signé par 22 chefs d'État et de gouvernement de l'UE. Ceux-ci accusaient le Premier ministre socialiste espagnol, Pedro Sanchez, de ne pas en faire assez pour assurer la protection des

frontières extérieures de l'Europe.

Ces dirigeants savaient pourtant pertinemment que les migrants une fois arrivés à Ceuta se heurteraient à des frontières qui leur resteraient totalement fermées, puisque ce territoire ne bénéficie pas des règles de libre circulation

en vigueur dans l'espace Schengen. Leur hypocrisie est d'autant plus révoltante que, de toute façon, la plus grande partie des migrants avait regagné le Maroc à peine vingt-quatre heures après avoir réussi à pénétrer à Ceuta.

La Première ministre italienne d'extrême droite, Giorgia Meloni, et celle du Danemark, la sociale-démocrate Mette Frederiksen, se sont montrées les plus en pointe dans la mise en scène de ce délire anti-immigrés en exigeant l'exclusion de l'Espagne de l'espace Schengen. Ne voulant pas être en reste, les autres dirigeants européens ont presque tous saisi l'occasion de montrer leur souci de lutter contre l'immigration illégale. Macron a annoncé que les effectifs policiers à la frontière espagnole seraient multipliés par cinq et qu'ils seraient appuyés par des avions et des drones.

Cette dramatisation orchestrée par les gouvernements d'Europe répond évidemment à des

préoccupations de politique intérieure. Prenant partout des mesures pour faire payer la crise à leur population, les équipes au pouvoir, quelle que soit leur étiquette politique, se discréditent toutes rapidement. Elles répondent par une multiplication des mesures contre les immigrants, utilisés comme des boucs émissaires et désignés comme responsables de toutes les difficultés. Sur ce terrain, l'extrême droite xénophobe et raciste multiplie les surenchères.

Ainsi, en Italie, Meloni est concurrencée sur sa droite par l'ex-général Roberto Vannacci, qui a récemment fondé son parti, Futuro Nazionale, en vue des législatives de 2027. En Allemagne, le conservateur Merz est confronté à la montée du mouvement d'extrême droite AfD alors que des élections régionales doivent avoir lieu en septembre.

À l'issue de la réunion du 4 août, les ministres de l'Intérieur se sont finalement prononcés en faveur

du maintien des règles de circulation de Schengen, tout en envisageant de nouvelles mesures contre les migrants.

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a écrit, dans un courrier adressé à Sanchez : « *Cet épisode montre clairement que nous devons aller plus loin pour renforcer nos frontières aux points les plus sensibles.* » Parmi les pistes évoquées : « *une surveillance accrue et, lorsque cela est nécessaire, l'utilisation de barrières physiques.* »

Ces derniers mois, l'UE a autorisé ses États membres à envoyer des déboutés d'asile dans des centres en dehors des frontières européennes. Toujours davantage de policiers, de drones, de camps de concentration pour empêcher les damnés de la terre de fuir la misère et la guerre, c'est tout ce que les cerveaux de ces dirigeants de pays dits civilisés sont capables d'imaginer.

Marc Rémy



FIFA : rififi autour des profits du foot

Le président de la FIFA, Gianni Infantino, a rapidement remis son plan de privatisation partielle des Coupes du monde. Le projet, divulgué le 28 juillet, consistait à mettre sur pied une entreprise privée chargée de commercialiser les recettes des compétitions organisées par la FIFA.

Une part de la société devait être vendue au fonds d'investissement Thrive Capital dirigé par Joshua Kushner, frère du gendre de Trump, avec lequel Infantino flirte depuis quelque temps sous la bannière du roi dollar.

Mais 48 heures après l'annonce, à l'unanimité de ses 55 membres, la confédération européenne UEFA, suivie par deux autres confédérations, votait le boycott des futures Coupes du monde. Plusieurs hauts dirigeants de la FIFA s'élevaient contre le projet de leur président. Des dirigeants politiques, en public comme le Premier ministre britannique Andy Burnham, ou en coulisses comme Macron, s'activaient également. Le football « ne sera jamais à vendre », déclarait l'UEFA dans un élan vertueux dont elle est peu coutumière. Face à cette opposition, Infantino – qui n'est autre que l'ancien secrétaire général de l'UEFA – ne pouvait que céder.

L'UEFA regroupe en effet les clubs les plus riches du monde et les équipes les plus sélectionnées – lors du dernier Mondial, six des huit quarts-de-finaliste étaient européens. Une Coupe du monde sans les équipes européennes serait démonétisée.

Quels sont les enjeux de cet affrontement inédit ? Ce n'est certes pas la commercialisation des droits qui a indigné l'UEFA – la Ligue des champions qu'elle organise est devenue une grosse affaire financière, diffusée dans le monde entier et où, en réalité, dix ou quinze clubs richissimes se disputent les premières places. Mais au fil des années, la FIFA et l'UEFA sont devenues concurrentes. La FIFA organise des compétitions dont les recettes s'élèvent à plusieurs milliards de dollars et elle en redistribue une partie à ses 211 membres. Ainsi, des fédérations de pays pauvres reçoivent des subsides qui peuvent

être importants à l'aune de leur budget limité. Infantino, élu depuis 2016 par les fédérations, et candidat pour un nouveau mandat en 2027, l'a bien compris. Il a augmenté les recettes – notamment grâce aux fameuses « pauses fraîcheur » à vocation publicitaire – et les versements aux États membres. Alors que, depuis 1998, la phase finale regroupait 32 équipes, Infantino l'a élargie à 48 équipes en 2026, et il veut porter

ce nombre à 64 équipes en 2030.

Cet élargissement clientéliste fait le bonheur d'équipes moins cotées et a donc valu autant de soutiens à Infantino, qui pose au grand défenseur de l'Afrique. Mais il exaspère de grosses écuries comme celles de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Espagne ou des Pays-Bas. Considérant que ce sont leurs équipes qui attirent les téléspectateurs,

ces fédérations voudraient donc récupérer l'essentiel des recettes.

Les dagues sont donc sorties des fourreaux et les fédérations de l'UEFA se préparent maintenant à licencier Infantino, dans un affrontement où l'éthique sportive, les buts spectaculaires et le beau jeu comptent fort peu, sinon pour couvrir les rapports de pouvoir et la cupidité débridée.

Michel Bondelet

Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Aisne

Jeudi 6 août :

Villers-Cotterêts,
Soissons

Vendredi 7 août :

Chauny, Péronne

Samedi 8 août : Laon

Aquitaine

Jeudi 6 août : Libourne

Vendredi 7 août : Langon

Samedi 8 août : Libourne

Côtes-d'Armor

Jeudi 6 août :

Lannion

Vendredi 7 août :

Guingamp

Samedi 8 août :

Saint-Brieuc

Picardie-Nord

Jeudi 6 août : Amiens

Vendredi 7 août :

Beauvais, Méru

Samedi 8 août : Abbeville

Côte d'Opale

Lundi 10 août : Calais

Mardi 11 août :

Saint-Omer

Mercredi 12 août : Calais,
Boulogne-sur-Mer

Jeudi 13 août : Dunkerque

Orne-Calvados

Lundi 10 août : Caen

Mardi 11 août : Falaise

Mercredi 12 août : Flers

Jeudi 13 août : Rives

d'Andaine

Poitou-Centre

Lundi 10 août : Poitiers

Mardi 11 août : Poitiers,

Bruxerolles

Mercredi 12 août :

Châtelleraut

Jeudi 13 août : Amboise